

DÉNONCER LES VIOLENCES

Le programme “**Lutter contre la violence des acteurs étatiques et non étatiques**” s’engage sur plusieurs fronts (torture, impunité, conflits armés, etc.). Dans le cadre de sa campagne pour un traité contre le commerce des armes, AI, avec d’autres organisations, a obtenu en 2013 une avancée historique : l’adoption d’un traité par les Nations Unies.

BUDGET : 1 206 964 €
Part de la mission sociale en France : 17,7 %
Participation gracieuse* : 100 000 €



DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS

Le programme “**Dignité**” a permis à AIF, notamment, de poursuivre son travail pour mettre un terme aux expulsions forcées des populations qui perpétuent voire aggravent la pauvreté des populations concernées dans le cadre de sa campagne “Exigeons la dignité”.

BUDGET : 724 106 €
Part de la mission sociale en France : 10,6 %



GARANTIR LES DROITS DES PERSONNES DÉRACINÉES

Le programme “**Personnes déracinées**” a axé son travail sur la campagne “SOS Europe” pour placer les droits humains au cœur des politiques migratoires de l’Union européenne (UE) mais aussi pour développer l’accueil des réfugiés dans les régions du monde où quitter son pays et chercher refuge n’est pas un choix, mais une nécessité. Ce programme a permis de mettre en lumière ces situations, souvent dramatiques, et d’appeler les États à respecter leur obligation de solidarité.

BUDGET : 498 570 €
Part de la mission sociale en France : 7,3 %



* Les participations gracieuses représentent l’apport que nous offrent de grandes agences de communication ou des médias pour donner toute leur visibilité aux actions menées dans le cadre de nos programmes. Les montants indiqués sont des estimations.



GRÂCE À VOTRE SOUTIEN NOUS POUVONS :

- ✓ **ENQUÊTER** sur le terrain pour détecter et révéler les violations des droits humains.
- ✓ **ALERTER** pour faire pression sur les autorités afin que les auteurs soient poursuivis et condamnés.
- ✓ **AGIR** en diffusant des rapports et mobiliser nos militants pour dénoncer les atteintes aux droits fondamentaux et soutenir ainsi ceux qui en sont victimes.

MERCI DE VOTRE SOUTIEN

MERCI DE VOTRE CONFIANCE

MERCI DE VOTRE ENGAGEMENT

POUR LES DROITS HUMAINS.

Amnesty International remercie tous ses donateurs, membres et militants, pour leur soutien fidèle en 2013.

Nous leur présentons ci-après toutes les garanties que nous prenons pour mériter leur confiance.

À QUEL AVANTAGE FISCAL AI-JE DROIT EN VOUS SOUTENANT ?

Amnesty International France est une association d’intérêt général. À ce titre, 66 % du montant de votre don sont déductibles de l’impôt sur le revenu à concurrence de 20 % de la base imposable.



POURQUOI FAIRE CONFIANCE À AMNESTY INTERNATIONAL ?

Amnesty International prend les garanties indispensables qui permettent à ceux et celles qui soutiennent ses actions, quelle qu’en soit la manière, de le faire en toute confiance : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière.

- Nos comptes sont certifiés chaque année par un commissaire aux comptes et transmis au ministère de l’Intérieur.
- Nous sommes agréés par le Comité de la Charte du don en confiance et le respect de nos engagements est régulièrement contrôlé. Amnesty International France se soumet à son contrôle pour le respect des principes de la charte de déontologie.
- Amnesty International est reconnue d’utilité publique. À ce titre, Amnesty International est habilitée à recevoir des legs, des donations et des assurances-vie exonérés de droits de succession. 66 % du montant des dons effectués par les particuliers sont déductibles de l’impôt sur le revenu à concurrence de 20 % de la base imposable. Votre don de 15 € par mois revient alors à 5 € après déduction fiscale.

QU’EST-CE QUI GARANTIT L’IMPARTIALITÉ DES ACTIONS D’AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE ?

Votre soutien est le garant de notre impartialité et de notre liberté d’action. Pour agir et dénoncer librement les atteintes aux droits humains, Amnesty International est financièrement indépendante des gouvernements. Vos dons nous permettent d’agir.

QUELS SONT LES DIFFÉRENTS MOYENS DE VOUS AIDER ?

- Vous pouvez faire un don ponctuel par courrier ou en ligne, ou nous apporter votre soutien régulier par prélèvement automatique.
- Nous sommes habilités à recevoir des legs, des donations ou des assurances-vie exonérés de droits de succession.
- Vous pouvez choisir un produit d’épargne solidaire au profit d’Amnesty International France.
- Vous pouvez effectuer des achats solidaires dans notre boutique en ligne.

TOUS NOS COMPTES DÉTAILLÉS ET LEURS ANNEXES SONT EN LIBRE CONSULTATION SUR :
www.amnesty.fr ou www.journal-officiel.gouv.fr/
Si vous souhaitez les recevoir par courrier ou obtenir des informations complémentaires, adressez une simple lettre à :

Amnesty International - Service Financier
76, bd de la Villette - 75940 Paris Cedex 19

POUR EN SAVOIR PLUS : WWW.AMNESTY.FR

AMNESTY INTERNATIONAL



AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE

RAPPORT FINANCIER

2013

ÉDITO



2013, UNE ANNÉE RICHE EN AVANCÉES POUR LES DROITS HUMAINS

Libération de Yorm Bopha, une militante du droit au logement emprisonnée au Cambodge. Libération de Nasrin Sotoudeh et de 11 militants politiques en Iran. Ratification par l’ONU du traité sur le commerce des armes... L’année 2013 marque un nouveau pas décisif vers le respect des droits humains.

Ces libérations, tout comme la fin de certaines pratiques de torture ou la dénonciation forte de discriminations, sont autant de victoires pour Amnesty International. Elles ne seraient pas possibles sans le soutien fidèle de nos donateurs et le renfort de nouveaux membres qui garantissent notre indépendance et notre impartialité. La générosité de nos membres et donateurs nous permet de ne jamais faillir dans notre mobilisation quotidienne pour le respect des droits humains dans le monde.

Enquêter sur le terrain pour détecter et révéler les violations des droits humains, alerter pour faire pression sur les autorités afin que les responsables des crimes soient poursuivis et condamnés, agir en diffusant des rapports et mobiliser nos militants pour dénoncer les atteintes aux droits fondamentaux... Nos actions, nos combats n’auraient également pas pu se poursuivre sans la force de nos bénévoles. Encore un immense merci à vous tous pour tous ces progrès qui constituent un formidable encouragement à redoubler nos efforts. La mobilisation ne doit pas cesser : il reste encore tant à faire pour les droits humains ! Ensemble, continuons le combat.

Arnaud Geze, Trésorier d’Amnesty International France

609 actions urgentes lancées par AI cette année

+ de **3 MILLIONS** de membres et sympathisants pour AI dans 72 pays

+ de **18 000** membres pour AIF

+ de **240 000** donateurs pour AIF

12 850 nouveaux membres et donateurs

58 863 donateurs en prélèvement automatique

Près de **15 MILLIONS D’EUROS**

de dons pour AIF dont **922 000** euros de legs et autres libéralités

590 000 SIGNATURES

recueillies pour l’édition 2013 des “10 jours pour signer”



Le 18 septembre 2013, l'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh, qui avait été emprisonnée pour avoir défendu des prisonniers d'opinion, était libérée et retrouvait ses enfants.

COMPTE EMPLOI DES RESSOURCES

LES EMPLOIS

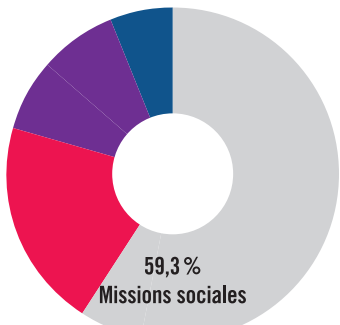
Répartition des emplois 2013

Emploi des Ressources provenant de la Générosité du Public (80,6 %)

- 53,3 % Missions sociales
- 20,2 % Frais de recherche de fonds
- 7,1 % Frais de fonctionnement (1)

Les Autres Emplois (19,4 %)

- 6,0 % Missions sociales
- 6,1 % Achats pour revente
- 7,3 % Frais de fonctionnement⁽¹⁾



(1) Frais d'information & de communication, frais de feston, frais financiers, autres charges (impôts, taxes, DAA).

LES EMPLOIS

La mission sociale

1 - La part des dépenses engagées pour la réalisation de la mission sociale est en forte progression par rapport à 2012. En 2013, nous y avons en effet consacré **10 750 211 euros**, soit 59,3 % (56,6 % en 2012). Si l'on prend en compte l'apport des bénévoles, qui constituent une force essentielle d'AIF, la part de la mission sociale passerait de 59,3 % à 63,4 %. La mission sociale est financée à hauteur de 90 % par la générosité du public.

2 - Amnesty International est un mouvement mondial en évolution. La contribution versée au mouvement international, d'un montant de 5015196 euros est en hausse de 9,1 % par rapport à celle de 2012. Elle représente 27,6 % des emplois d'AIF et finance 5,7 % du budget du Secrétariat International. La France se place au 6^e rang des sections contributrices. Une réflexion a été menée pour accroître la transparence des comptes du mouvement international, avec la volonté d'en afficher le poids et une meilleure visibilité de l'utilisation de la générosité des donateurs de chaque section. En effet, avec le déploiement du projet "Closer to the ground", une partie des fonds est affectée au développement du mouvement, la volonté de croissance devant permettre de ne pas amputer la part dédiée à la mission sociale.

Pour 2013, la répartition est la suivante :

— Missions sociales : 78,5 %, soit 3 937 146 euros de notre contribution. Les frais engagés dans cette rubrique couvrent le travail de recherche, la conduite des campagnes nationales et internationales ou le soutien de 45 sections situées principalement dans les pays en développement. On y trouve également les dépenses relatives à la décentralisation partielle du Secrétariat International situé à Londres, avec l'ouverture de bureaux régionaux en Afrique, Asie et Amérique Latine. L'installation de ces bureaux doit permettre d'accroître notre pertinence locale grâce à une plus grande proximité des chercheurs internationaux. À fin 2013, 4 bureaux avaient été ouverts, à Hong Kong, Johannesburg, Dakar, et Nairobi.

RÉPARTITION DES EMPLOIS (arrondi au millier d'euro près)	2013	
	Montant	%
EMPLOI DES RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
Missions sociales réalisées en France	5 216	53,3 %
Missions sociales à l'étranger	3 937	
Frais de recherche de fonds	3 670	20,2 %
Frais de fonctionnement	1 283	7,1 %
«Total des emplois des ressources provenant de la générosité du Public (Hors Immobilisations)»	14 606	80,6 %
LES AUTRES EMPLOIS		
Missions sociales réalisées en France	1 097	6,0 %
Frais de Manifestation et achats pour revente	1 110	6,1 %
Frais de fonctionnement	1 319	7,3 %
Les autres emplois	3 526	19,4 %
TOTAL DES EMPLOIS	18 132	100,0 %
Dotations aux Provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	85	
TOTAL GENERAL	18 217	
Total des emplois des ressources provenant de la générosité du Public	14 606	
Part des acquisition d'immobilisations	203	
Neutralisation des dotations aux amortissements	-224	
Total des emplois des ressources provenant de la générosité du Public	14 585	
Contributions en nature		
Missions sociales	3 261	82,0 %
Frais de recherche de fonds	186	4,7 %
Frais de fonctionnement et autres charges	528	13,3 %
Total	3 975	100,0 %

LES RESSOURCES

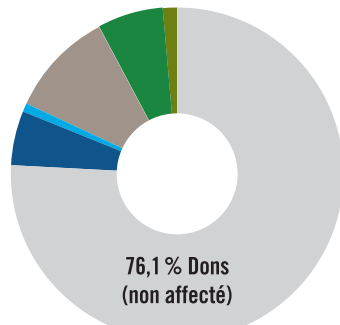
Répartition des ressources 2013

Ressources provenant de la Générosité du Public (82,2 %)

- 76,1 % Dons non affectés
- 5,1 % Legs (non affectés)
- 1,0 % Autres produits

Les autres Ressources (17,8 %)

- 10,1 % Manifestations et ventes de produits
- 6,4 % Cotisations et abonnements
- 1,3 % Autres ressources⁽¹⁾



(1) Mécénat et parrainage, manifestations, soutien régional, produits financiers, autres ressources.

LES RESSOURCES

1 - Le total de nos ressources, qui s'élève en 2013 à **18 034 249 euros**, est en progression de 1,8 % par rapport à 2012.

2 - En 2013, nos ressources issues de la générosité du public affichent une progression de 5,5 %. Ces ressources, garantes de notre indépendance et de notre impartialité, représentent 82,2 % du total des produits (79,4 % en 2012) et expliquent l'intégralité de la croissance financière de l'année.

— Les dons sont **en augmentation de 1,2 million d'euros en 2013** (+10,6 %). Ce résultat s'explique par le fait que l'exercice 2013 s'est inscrit dans la continuité des dernières années, avec la poursuite de la stratégie de développement visant à accroître la part des dons par prélèvement automatique. Depuis 2012, ce développement se fait essentiellement par le biais d'opérations de recrutement de membres-donateurs. Il a permis de faire évoluer la part des dons réguliers de 33,7 % de nos produits en 2011 à 49 % en 2013. Le nombre de donateurs réguliers est également en pleine expansion, passant de 35 944 en 2011 à 58 863 fin 2013. Bien qu'en légère décroissance, la collecte de dons ponctuels reste majoritaire et le mois de décembre a été marqué par un important élan de générosité, qui nous a permis d'afficher de bons résultats.

— **Les legs et donations** constituent une autre manière de donner. En 2013, 33 dossiers ont été traités, dont 13 contrats d'assurance-vie.

BILAN

Au 31/12/2013			
ACTIF		PASSIF	
ACTIF IMMOBILISÉ	1 901	FONDS ASSOCIATIFS	6 069
ACTIF CIRCULANT	9 865	PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	247
		FONDS DÉDIÉS	133
		DETTES	5 317
TOTAL ACTIF	11 766	TOTAL PASSIF	11 766

RÉPARTITION DES RESSOURCES (arrondi au millier d'euro près)	2013	
	Montant	%
RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
Dons non affectés	13 730	76,1 %
Legs et autres libéralités non affectés	522	5,1 %
Autres produits	172	1,0 %
Total des ressources provenant de la Générosité du Public	14 824	82,2 %
LES AUTRES RESSOURCES		
Manifestation et ventes de produits	1 814	10,1 %
Cotisations et abonnements	1 161	6,4 %
Autres ressources	235	1,3 %
Les autres ressources	3 210	17,8 %
TOTAL DES RESSOURCES	18 034	100,0 %
Reprises des Provisions	71	
Insuffisance de ressources de l'exercice	112	
TOTAL GENERAL	18 217	
Total des ressources provenant de la Générosité du Public	14 824	
Report des ressources collectées auprès du public non utilisées	343	
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du Public	-14 585	
Solde des ressources collectées auprès du Public non utilisées	582	
Contributions en nature		
Bénévolat	2 313	58,2 %
Prestation en nature	1 662	41,8 %
Total	3 975	100,0 %

3 - L'autre partie de nos ressources, constituée des ventes de produits de soutien, des cotisations et des abonnements au mensuel La Chronique, représente un total de **3 210 089 euros**, soit 17,8 % des ressources.

— Par rapport à 2012, cette partie est en diminution de 12 %, principalement en raison de l'évolution du dispositif des ventes de produits de soutien. En effet, dans l'optique d'améliorer la rentabilité financière, depuis le mois d'août 2013, cette activité a été externalisée. Nous conservons la gestion des publications en lien avec notre mission sociale et de certains produits logotypés AI, mais avons choisi d'externaliser la vente des autres produits, et surtout la diffusion de l'ensemble. Nous percevons désormais une redevance proportionnelle aux ventes, alors qu'auparavant nous assurions l'ensemble de la chaîne commerciale.

— Depuis l'automne 2013, afin d'accompagner l'objectif de croissance de notre influence, nous privilégions le recrutement de membres. Nous avons ainsi vu ce nombre progresser de 12 % sur le dernier trimestre, pour s'établir à plus de 18 000 en 2013.

Les abonnements à la Chronique sont en baisse, en lien avec la décision de les dissocier des adhésions. Une réflexion est actuellement en cours avec un objectif de développement du lectorat et d'un passage au format numérique, car la Chronique est avant tout un outil d'action et d'information sur les droits humains.

Pour accompagner les objectifs de croissance de notre impact au niveau international, en Juin 2013, l'Assemblée Générale avait voté un budget en déficit de 800 440 euros. Grâce à votre générosité et à nos actions de maîtrise des coûts, nous sommes parvenus à contraindre ce déficit à 111 877 euros. Bien que venant réduire légèrement le niveau des réserves constituées (de 1,8 %), il ne fragilise pas la structure financière d'AIF. En effet, le niveau des réserves après imputation du déficit permet de couvrir 4 mois de notre activité.

UNE ANNÉE D'ACTIONS ET DE MOBILISATIONS

En décembre 2013, alors que le monde apprenait la disparition de Nelson Mandela, qui avait dédié sa vie à la lutte contre les discriminations, nous lançons "10 jours pour signer", opération annuelle de mobilisation en faveur des personnes dont les droits sont violés ou menacés. Cet événement a permis de recueillir 590 000 signatures.

En 2013, AIF a aussi continué à dénoncer la situation au Moyen-Orient et notamment en Syrie avec 276 163 € dépensés (4,1 % de la mission sociale en France). Cette crise ne doit cependant pas masquer les luttes à mener contre les violations des droits humains perpétrées dans les autres régions du monde. Cette année, ce sont 926 190 € (13,6 % de la mission sociale en France) qui y ont été consacrés.

Enfin, l'année 2013 a été marquée par une avancée cruciale dans la marche pour le respect des droits humains. En avril, les Nations Unies adoptaient le traité international sur le commerce des armes classiques visant à encadrer un commerce responsable de violations massives des droits humains.

PROTÉGER ET SOUTENIR LES PERSONNES

Le programme "Personnes en danger" mobilise les sympathisants en faveur des personnes dont les droits fondamentaux sont violés pour qu'AI puisse intervenir le plus vite possible auprès des autorités pour mettre un terme aux



violations dont elles sont victimes. Chaque année, en décembre, l'association sollicite le public à travers une opération de grande envergure, les "10 jours pour signer". L'édition 2013 a permis de recueillir 590 000 signatures, les groupes locaux et les antennes Jeunes d'AIF sont allés à la rencontre du public dans près de 250 villes et des personnalités se sont associées à ces actions.

BUDGET : 1 287 304 €
Part de la mission sociale en France : 18,9 %
Participation gracieuse*: 1 524 400 €

LES FAITS MARQUANTS

- Pour accompagner la croissance de son impact et de son influence, Amnesty International France a lancé un vaste programme de recrutement de membres.
- Pour améliorer la rentabilité financière de l'activité de vente de produits de soutien, cette activité a été externalisée.
- L'information relative à l'emploi de notre contribution au mouvement international a été améliorée pour permettre une plus grande transparence.